



# Compte rendu provisoire

Quatre-vingt-dixième session, Genève, 2002

## Quatrième séance (spéciale)

Mardi 11 juin 2002, 10 heures

Présidence de M. Elmiger

ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE  
LE DOCTEUR MAHATHIR BIN MOHAMAD,  
PREMIER MINISTRE DE LA MALAISIE

Le PRÉSIDENT – J'ai l'honneur et le plaisir de déclarer ouverte cette séance spéciale de la 90<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail et d'accueillir notre invité, son Excellence le docteur Mahathir bin Mohamad, Premier ministre de la Malaisie.

Permettez-moi en premier lieu, Monsieur le Premier ministre, de vous souhaiter la bienvenue en malais: «Selamat Datang» (bienvenu), en mon nom et au nom de l'ensemble des participants à cette session. Nous vous accueillons comme un ami parmi nous.

Comme de coutume, vous le savez, il appartient au Secrétaire général de la Conférence, Monsieur Somavia, de présenter le docteur Mahathir bin Mohamad. Je souhaiterais cependant avoir le plaisir de dire quelques mots au sujet de notre auguste invité.

Votre présence parmi nous, Monsieur le Premier ministre, revêt une très grande importance. Votre visite intervient, en effet, près de trois décennies après celle effectuée par un haut représentant malaisien à la Conférence internationale du Travail, ce qui lui confère une forte portée symbolique. Mais votre visite est également importante parce que vous êtes indéniablement, Monsieur le Premier ministre, l'une des personnalités marquantes et l'un des leaders écoutés de la scène internationale.

Cette place très particulière, vous la devez, bien sûr, au développement et à la place, à bien des égards, remarquable de la Malaisie, mais également à vos prises de position souvent éloquentes sur un certain nombre de sujets intéressant l'ensemble de la communauté internationale.

Vous avez été aussi, Monsieur le Premier ministre, l'un des premiers à souligner la nécessité d'un processus de mondialisation mieux maîtrisé et à souhaiter que ses bénéfices soient répartis de manière plus large et équitable. Vous avez également eu l'occasion d'exprimer avec force l'urgence de concilier ajustements économiques et développement social en prenant, notamment, davantage en compte le stade de développement observé dans les différents pays. Ce faisant, Monsieur le Premier ministre, vous avez plaidé pour une réorientation des politiques des institutions financières internationales.

Nous serons donc ravis d'avoir l'occasion de vous entendre, et nous tenons à vous adresser nos plus sincères remerciements pour l'hommage que vous rendez à notre Organisation en nous faisant l'honneur de vous adresser à cette tribune. Mais, avant d'avoir le plaisir de vous écouter, Monsieur le Premier ministre,

je donnerai tout d'abord la parole au Secrétaire général de la Conférence afin qu'il vous présente, comme il se doit. Monsieur Somavia, vous avez la parole.

*Original anglais:* Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL – L'un des traits marquants de votre distinguée carrière a été, Monsieur le Premier ministre, votre capacité d'assurer la diversité et le respect des traditions culturelles. C'est pourquoi je me permets de vous souhaiter la bienvenue dans ma propre langue.

*(L'orateur poursuit en espagnol.)*

C'est pour moi un immense plaisir de vous accueillir parmi nous en ce jour où nous ouvrons cette grande assemblée. Vous nous avez amené vos réflexions et nous voulons tous entendre ce que vous avez à dire en particulier sur l'avenir de la mondialisation.

*(L'orateur reprend en anglais.)*

Hier j'ai souligné qu'il était nécessaire d'assurer une cohérence politique sur les objectifs du système international, mais un pluralisme politique quant aux moyens à déployer. Aujourd'hui, l'OIT a le privilège d'accueillir le Premier ministre, le docteur Mahathir bin Mohamad, qui va prendre la parole devant la Conférence.

Sa voix est l'une des plus influentes dans l'hémisphère Sud, et il incarne le courage d'un dirigeant politique qui a su montrer que la voie d'une politique autonome était visible et qu'elle pouvait mener de la lutte contre le colonialisme aux luttes actuelles.

L'OIT est une maison de dialogue et d'échanges tripartites. Nous savons que le chemin qui conduit au consensus, le fondement même de la stabilité, est celui de l'ouverture et de la réceptivité aux différentes perspectives. Aujourd'hui, nous avons le plaisir d'accueillir un homme d'Etat distingué et chevronné qui, pendant plus de vingt ans, a servi son pays en qualité de Premier ministre. Il a tenu les rênes pendant une période sans précédent de changements et de mondialisation qui est allée de pair avec des motivations et un développement audacieux en Malaisie. Il a, fort heureusement je dirais, la réputation de dire ce qu'il pense et de remettre en cause les pensées orthodoxes.

Je puis témoigner de l'avoir vu moi-même, dans le feu de l'action, à l'Organisation des Nations Unies, à Davos, à Copenhague et en de multiples autres occasions, et je dois dire qu'il a toujours été pour nous source d'inspiration. En tant que Premier ministre, il a agi en s'inspirant d'une vision unique pour son pays et j'espère qu'il voudra bien la partager avec nous

aujourd'hui. Je crois que l'expérience de la Malaisie peut beaucoup contribuer à notre agenda commun pour le travail décent pour tous, qui combine les droits universels avec un programme de croissance fondé sur la création d'entreprises et le développement national. Ce qui nous intéresse c'est votre expérience qui a transformé l'assise économique de la Malaisie et a fait de ce pays, jadis exportateur de produits de base, un fabricant d'équipement électronique, d'acier et de voitures. Votre pays s'engage aujourd'hui sur l'autoroute du multimédia présidé par la haute technologie, et cela dans le cadre de votre vision pour 2020.

Monsieur le Premier ministre, votre visite à l'OIT vient à point nommé. Au début de l'année, nous avons lancé la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, dont l'objectif est de nous aider à nous rapprocher d'un modèle de mondialisation qui soit plus largement acceptable. Nous sommes intéressés par la stratégie d'intégration de la Malaisie dans l'économie vis-à-vis de l'économie mondiale car, à la différence de nombreux pays, votre pays a bénéficié de cette économie. Nous attendons aussi avec intérêt vos indications sur les inconvénients du modèle actuel de mondialisation et les choix que vous avez faits pour les surmonter. Votre politique qui consiste à assurer la prospérité de vos voisins se fait l'écho de la position de l'OIT, selon laquelle la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous.

Nous sommes heureux de vous accueillir pour que vous partagiez avec nous votre expérience, vos réflexions, votre sagesse dans l'esprit de dialogue et de pluralisme politique que nous entretenons en vue de réaliser notre objectif commun, qui est d'assurer un travail décent pour tous.

*Original anglais:* Dr. MAHATHIR BIN MOHAMAD (*Premier ministre de la Malaisie*) – La mondialisation est dans l'esprit de tous aujourd'hui. Ce concept d'un monde sans frontières, d'une nation globale en tout sauf dans le nom, nous promet un avenir dans lequel l'ordre économique, social et politique, tel que nous le connaissons aujourd'hui, sera radicalement différent, voire à bien des égards menaçant. Il ne fait aucun doute qu'une telle transformation aura un impact considérable sur la vie des travailleurs, des employeurs et également des gouvernements.

Il n'y a pas si longtemps de cela, après la seconde guerre mondiale, les peuples du monde démantaient les empires et créaient des nations indépendantes dans les anciennes colonies européennes. A cette époque, on accordait une grande importance à la liberté au sens d'affranchissement de l'impérialisme et de la colonisation. On pensait alors que l'asservissement d'un peuple par un autre était injuste et honteux, et qu'il fallait y mettre un terme le plus rapidement possible. Le peuple assujéti devait être libéré. Il devait être indépendant, avoir droit à l'autodétermination «Uhuru», «Merdeka», tels étaient les cris de ralliement venant du cœur des indigènes, ces peuples noirs ou jaunes qui avaient été colonisés par les Blancs. Il y eut beaucoup de résistance, une forte résistance.

Les puissances coloniales combattirent durement pour conserver leurs colonies. Les peuples asservis qui luttèrent pour leur liberté étaient qualifiés de terroristes; ils subirent les assauts des forces bien supérieures des impérialistes. Beaucoup de ces prétendus

terroristes furent emprisonnés la plupart sans procès. Beaucoup furent tués, voire torturés et exécutés. Mais le cri pour l'indépendance ne se tut pas et, petit à petit, les combattants de la liberté conquièrent du terrain et purent libérer leur pays. Alors, ceux qui étaient auparavant qualifiés de terroristes devinrent respectables, furent considérés comme d'honorables combattants de la liberté et furent placés à la tête des nations indépendantes.

Que signifiait alors l'indépendance? L'indépendance, pour la première des nations à l'avoir conquise, signifiait qu'elles ne subissaient pas d'ingérence extérieure, qu'elles étaient libres de s'associer ou de s'allier à n'importe quel pays ou autre bloc de pays, qu'elles étaient libres d'adopter le régime politique qu'elles voulaient.

La non-ingérence était le maître mot. S'ingérer dans les affaires d'un pays indépendant revenait à nier l'indépendance de ce pays. Les pays nouvellement indépendants et leurs dirigeants brandissaient comme un étendard leur nouvelle liberté. C'était pour elle qu'ils avaient combattu et un grand nombre d'entre eux en étaient morts. Ils ne laisseraient personne y porter atteinte.

Mais ils se trompaient. Leur indépendance n'était pas totale. Le Président de l'Indonésie, M. Soukarno, qui fut le premier à le comprendre, appela le néocolonialisme une forme de pouvoir colonial qui n'avait pas besoin d'occuper physiquement le pays. En raison de leur faiblesse économique, tous les nouveaux pays indépendants durent céder à la domination, voire à l'hégémonie économique, des anciennes puissances coloniales. Ils durent demander de l'aide et contracter auprès des pays riches des emprunts qui ne leur furent pas accordés sans conditions. Et, bien que ces conditions devenaient toujours plus nombreuses et plus contraignantes, on continuait à prêcher la non-ingérence dans les affaires des pays indépendants. Pour les anciens maîtres coloniaux, ces belles paroles étaient encore de trop. Ils devaient trouver le moyen d'exercer à nouveau une domination directe sur les anciennes colonies. Ils eurent recours aux institutions internationales puis eurent l'idée des organisations non gouvernementales; les gouvernements ne peuvent pas intervenir mais les organisations non gouvernementales, elles ne sont pas soumises au même diktat. C'est ainsi que les ONG entrèrent en scène, en créant et en finançant des organisations locales qui défendaient en réalité les intérêts des riches. Les ONG conquièrent légitimité et pouvoir en dénonçant la corruption, les abus de pouvoir, la violation des droits de l'homme, la dégradation de l'environnement, l'abattage des forêts, les projets hydroélectriques, la construction de gazoducs, l'industrialisation, bref, tout et n'importe quoi pour susciter un sentiment de culpabilité chez les gouvernements des pays indépendants et les maintenir dans un état de soumission. Aucun gouvernement, aussi bien intentionné soit-il, n'est à l'abri d'une critique de mauvaise conduite de la part des ONG. Il n'a pas été considéré injuste que les ONG refusent aux populations pauvres des pays pauvres le droit d'avoir de l'électricité bon marché, des emplois ou de l'eau, au nom de l'un ou de l'autre de leurs prétendues «causes». Les pays pauvres doivent préserver l'environnement et devenir des «puits de carbone» pour les nations riches et polluantes du monde, quel qu'en soit le prix pour leurs populations.

Mais, comme si l'indépendance de ces nouvelles nations n'était pas suffisamment érodée, les gouver-

nements des pays puissants inventèrent des raisons d'intervenir directement. Ils prétendirent désormais être responsables du bien-être de tous les habitants de la planète même s'ils sont citoyens d'autres pays. Tous les peuples du monde doivent être libérés de la corruption, des abus de pouvoir, du manque de transparence, etc., de leur gouvernement, au prix de leur indépendance. Avec la fin de la guerre froide, la liberté de choix entre différentes formes de gouvernement a disparu, la seule option autorisée étant celle de la démocratie libérale. Que la suppression de cette liberté de choix s'oppose au principe même de la démocratie n'a pas été pris en compte.

Soyez démocratiques ou, sinon, tout le peuple, et non seulement le gouvernement, sera sanctionné, privé de nourriture et de médicaments, appauvri par ces actions économiques. S'agit-il du souci sincère de rechercher le bien-être des peuples pauvres et opprimés de ces anciennes colonies nouvellement indépendantes? Ou est-ce l'expression d'un sentiment de frustration devant l'impossibilité de faire main basse sur les richesses de ces pays et d'exploiter les potentiels que ces pays possèdent? Je pense que la deuxième hypothèse est plus probable. La démocratie, la transparence, l'état de droit, l'absence de corruption, de népotisme, tout cela est fort beau en soi. Mais est-il bien nécessaire d'accabler le peuple, d'appauvrir des pays entiers pour les fautes commises par leur gouvernement? Faut-il vraiment détruire des économies prospères pour instaurer la démocratie avec tous les avantages qui sont censés en découler? Que se passe-t-il lorsque ces démocraties échouent, lorsque l'Etat est en proie à l'anarchie, lorsque ces démocraties sont tellement affaiblies qu'elles dépendent entièrement de l'aide étrangère et qu'elles sont obligées de se soumettre aux diktats étrangers pour leurs politiques nationale et étrangère? Comment ces nouveaux pays, indépendants en termes relatifs, pourraient-ils s'opposer à cette perte d'indépendance, accablés qu'ils sont par les ONG, constamment critiqués pour leurs pratiques en matière de droits de l'homme et pour leurs administrations prétendument incompétentes, et qui sont les obligés des puissants à cause de l'aide et à cause de dettes impossibles à rembourser, ces pays qui n'étaient pas en mesure de refuser la mondialisation ou même de la remettre en question. C'est ainsi que tout le monde a applaudi à la mondialisation sans savoir vraiment ce qu'elle leur réservait. Le premier signe d'alerte a été perçu lorsque les agents de change ont dévalué la monnaie des tigres asiatiques.

Du jour au lendemain, ces pays qui passaient pour avoir réalisé un miracle économique se retrouvèrent appauvris, au bord de l'asphyxie sous l'effondrement de leur économie. Les médias et toute une panoplie d'agences et d'experts internationaux les ont montrés du doigt en disant qu'ils s'étaient mal comportés, que leur croissance et leur miracle économique n'étaient que fiction, qu'ils avaient en fait passé leur temps à mal gérer leur économie, à voler de l'argent et à enrichir leurs copains.

Le fait que les peuples de ces pays aient véritablement prospéré et que les infrastructures se soient développées, qu'ils aient réussi à industrialiser leur pays dont l'économie était agricole au départ, tout cela ne prouvait rien du tout. Tout cela ne prouvait pas qu'ils gouvernaient bien leur pays. Si les monnaies ont été dévaluées et si l'économie et les finances perdaient à vau-l'eau, c'était leur faute. Les agents de change et les investisseurs boursiers se retiraient simplement

pour protéger leur précieux capital. Même si certaines de ces affirmations avaient une part de vérité, on ne peut pas nier que la croissance et le développement de ces pays étaient réels. Certes, il y avait un peu de corruption, mais quel pays, qu'il soit développé ou en développement, peut se targuer d'être totalement dépourvu de corruption? En réalité, la corruption, l'absence de transparence, le népotisme n'étaient pas la cause de la dévaluation des monnaies. Ce qui a entraîné la dévaluation des monnaies, c'est la spéculation ou plus précisément les manipulations opérées par les agents de change. Ceux-ci n'avaient pas besoin de posséder un centime de la monnaie d'un pays pour le vendre. Ils vendaient toujours à court terme, quelques zéros de plus sur l'ordinateur, des virements, et ils s'enrichissaient de quelques millions de dollars. Mais se souciaient-ils des effets que pouvait avoir la dévaluation d'une monnaie? Non; ils reconnaissent maintenant que pour eux, cela se réduisait à quelques chiffres sur l'écran d'un ordinateur. Ils ne voyaient pas ou, s'ils le voyaient, ils imputaient à l'indiscipline ou à l'incompétence d'un gouvernement la misère sociale engendrée par leurs opérations monétaires inspirées par l'avarice. Dans un seul pays, 20 millions de personnes ont perdu leur emploi du jour au lendemain. Il y eut des émeutes, des magasins furent mis à sac et incendiés, des femmes furent violées, des gens furent tués, les gouvernements tombèrent et l'anarchie s'installa, et les agences internationales censées leur venir en aide y virent tout simplement l'occasion d'imposer leurs règles pour l'ouverture de marchés au lieu de soulager le peuple. Il ne fut accordé aucun prêt tant que les pays ne s'y conformèrent pas et, en se pliant à ces règles, ces pays, avec leurs banques et leurs entreprises, ont été entièrement bradés, et lorsque les emprunts ne peuvent pas être remboursés, alors le pays est réduit en esclavage pour dette, *ad vitam aeternam*.

Finie l'indépendance, toutes les décisions seront prises par des étrangers, dont le seul intérêt est d'ouvrir des marchés et de récupérer leur mise, avec les intérêts. Aucune subvention pour l'alimentation, pour les combustibles, pour les pauvres, aucune restriction à la propriété des étrangers, pas d'agenda national. Et ainsi, non seulement s'installeront la pauvreté et le chômage, mais également les émeutes à répétition, l'instabilité, l'anarchie financière. Mais qu'importe, le pays est démocratique, il a mis en œuvre l'économie de marchés et il a accepté la mondialisation comme un tout.

Alors, après tout ce que je vous ai décrit, devrions-nous, les pays en développement, être convaincus que la mondialisation est la panacée pour les malaises sociaux du monde? Très sincèrement, j'ai mes doutes. Ce à quoi nous assistons, c'est l'érosion de l'indépendance des pays et leur appauvrissement constant, nous voyons les grandes économies mondiales opérer des acquisitions et des fusions de banques et d'entreprises afin qu'elles deviennent encore plus puissantes. Déjà la plupart des banques et des multinationales sont plus importantes que la plupart des pays en développement du monde. Malgré les incantations répétées pour qu'il y ait des règles du jeu égales pour tous, il est évident qu'ils pensent que la taille est le facteur décisif. Plus c'est grand, mieux c'est, comme si la taille était une garantie de succès, mais ces multinationales, toutes-puissantes qu'elles sont, souffrent de la corruption du pouvoir, comme en témoigne le fait que des vérificateurs des comptes soient priés de tricher s'ils ne veulent pas perdre leur contrat. Dans un monde

dominé par les multinationales et les banques, y aura-t-il une justice sociale, ou sera-ce le règne de la corruption de masse? La mondialisation est désormais interprétée comme étant simplement ou exclusivement la liberté de circulation des capitaux, libres de passer et de repasser les frontières. On a dit aux pays pauvres que l'afflux de capitaux leur serait bénéfique, qu'il y aurait de la croissance et des emplois et plus de richesse pour tous. Mais ce qu'on ne leur a pas dit, c'est ce qui se passerait lorsque le capital serait retiré du jour au lendemain, et cela ils ne le découvriront que lorsque cela se produira. A ce moment-là, il sera trop tard, ils se retrouveront tout à coup pleins de chômeurs. Mais l'on continue à vanter la libre circulation des capitaux comme si elle constituait l'essence même de la mondialisation. Même si c'est un cadeau, je crois qu'il nous faut garder un esprit critique. Que se passerait-il si de très grandes banques et multinationales pénétraient dans notre pays? Qu'advient-il des petites entreprises et des banques nationales? Bien évidemment, elles ne seront pas en mesure de rivaliser avec ces géants, avec multinationales; les géants peuvent perdre un petit peu dans le pays, puisqu'ils feront encore des bénéfices ailleurs. Ce n'est pas le cas pour les locaux. Pas plusieurs années de suite. Les banques et entreprises locales couleront ou alors elles devront accepter d'être rachetées. D'une façon ou d'une autre, elles y perdront. Elles seront tout au plus des actionnaires minoritaires, mais très probablement elles devront tout vendre et vivre du produit de la vente.

Il y a peu d'entreprises où ils pourront aller car la plupart d'entre elles ne seraient pas viables du fait que les autres géants menacent leur survie.

Donc, dans le monde entier, on se retrouvera avec un petit nombre d'énormes entreprises dans chaque branche d'activité. On sera confronté à une situation oligopolistique malsaine et tous ceux qui voudront travailler devront rejoindre les rangs des centaines de milliers de laquais au service de ces géants qui domineront le monde. Il se créera peut-être un syndicat multinational géant représentant l'ensemble des travailleurs des entreprises du monde entier, mais cela m'étonnerait. Il serait à la fois trop puissant et trop dangereux pour qu'on le laisse survivre.

Nous avons tous entendu parler des républiques bananières. Il est ridicule de dire que les producteurs de bananes peuvent manipuler les gouvernements, mais lorsqu'un gouvernement dépend considérablement d'une source unique de revenus et de pots-de-vin, une république bananière peut alors naître. Que se passera-t-il si les banques et les entreprises étrangères, toutes maintes fois plus riches et plus importantes pour le pays d'accueil, décident que le gouvernement ne sert pas leurs intérêts? Elles ne résisteront pas à la tentation d'exercer des pressions sur celui-ci. Bien entendu, ces grandes multinationales et ces banques n'en viendront peut-être pas à pratiquer la corruption ou à exercer des pressions, mais pouvons-nous en être certains? Quoi qu'il en soit, l'indépendance des nations sera compromise et les multinationales finiront par prendre le pouvoir.

Les gouvernements, tout au moins dans les pays démocratiques, sont élus par le peuple au soutien duquel ils doivent leur légitimité. Le peuple, grâce à l'état de droit, peut contrôler les gouvernements, voire les renverser. Mais les banques et les multinationales ne sont pas des institutions aussi démocratiques et leurs dirigeants n'ont pas à répondre de leurs actions

devant le peuple d'un pays. Ils ne sont pas élus par le peuple qui ne peut ni les renvoyer ni leur infliger la sanction des suffrages. Seuls les actionnaires peuvent renvoyer le directeur mais l'on a vu avec quelle difficulté. Au demeurant, les actionnaires puissants qui exercent une forte influence sur les gouvernements de leur pays d'origine les protégeront de toute action entreprise par des populations locales. Le libre jeu du marché peut certainement sanctionner les gouvernements mais pas forcément pour le bien du peuple. Le souci principal des tenants du libre marché sera leurs propres profits et non la justice sociale. Paradoxalement, ils revendiqueront que la justice sociale est du ressort des gouvernements, ces mêmes gouvernements qu'ils ont rendus impuissants.

Après tout ce que j'ai dit, je suis sûr que vous en conclurez que je suis un adversaire de la mondialisation. Mais ce n'est pas vrai, la mondialisation est une excellente idée. Bien comprise, elle peut permettre de corriger les injustices dans la société mondiale. Aujourd'hui, certains pays sont riches à outrance, alors même que d'autres connaissent une pauvreté absolue. Un sixième de la population mondiale vit dans la plus grande précarité sans savoir si elle aura de quoi manger le lendemain. Nombreux sont ceux qui gagnent à peine un dollar américain par jour. Dans le même temps, dans certains pays, le revenu par habitant est de 30 000 dollars par an, soit 82 dollars par jour. Pourquoi en est-il ainsi? Pourquoi existe-t-il une telle disparité entre les revenus? Dans la plupart des pays, ceux qui gagnent leur vie dans les affaires ou sont salariés doivent rendre une partie de ces revenus par les impôts. Or les entreprises multinationales qui font d'énormes profits dans le monde entier et qui en feront davantage grâce à la mondialisation, ne font rien pour soulager la pauvreté dans le monde. Certes, parfois elles paient des taxes dans les pays où elles opèrent, mais un grand nombre d'entre elles ne paient rien du tout. Or qu'en est-il des plus démunis dans les pays où les multinationales ne sont pas implantées? Si, dans un pays donné, les pauvres reçoivent une partie des revenus publics quelle que soit la région où ils habitent, pourquoi les pauvres des pays pauvres qui n'attirent pas les investisseurs ne recevraient-ils pas eux aussi des subsides? Oui, il est vrai que de l'aide et des prêts ont été accordés parfois, mais nous savons à quel point cela s'est révélé inefficace. Si en revanche les pays riches, par le biais d'une convention universelle, attribuaient une fraction de leurs recettes pour construire véritablement les infrastructures dont les pays pauvres ont tant besoin, alors les populations les plus démunies, les travailleurs, les petites entreprises de ces pays en tireraient profit.

L'expérience nous a montré que, lorsque la construction d'infrastructures est entreprise, quel qu'en soit l'initiateur, il en résulte des emplois et des contrats pour les populations locales, et les capitaux étrangers affluent et permettent d'enrichir le pays. La construction d'infrastructures est un catalyseur du développement. Le long des routes et des voies de chemins de fer, près des ports et des aéroports s'établissent de nouveaux centres d'habitation et de nouvelles villes, et les affaires se multiplient. Les centrales électriques et les réseaux d'adduction d'eau financés, eux aussi, par des fonds destinés à la construction d'infrastructures fourniront les services de base. Ainsi, la mondialisation aura plus de sens pour un plus grand nombre de personnes.

En outre, la mondialisation doit être régulée afin d'empêcher la constitution de monopoles, d'oligopoles et l'exploitation des pauvres par les riches. L'établissement de règles n'est pas incompatible avec la mondialisation dès lors qu'elles sont conçues pour protéger les pays pauvres contre les manœuvres sans scrupules de ceux qui possèdent l'influence et les capitaux. Qui plus est, à l'heure de la mondialisation, le monde ne doit pas être l'apanage des capitalistes. Citoyens et travailleurs doivent, eux aussi, voir leurs besoins pris en considération. Ils doivent non seulement être justement rétribués, mais leur dignité doit être respectée. La mondialisation doit profiter à tous. Capitalistes, travailleurs et gouvernements doivent tous bénéficier également de la mondialisation. Si le capital doit pouvoir circuler librement, alors il doit en être de même pour les travailleurs. Si l'on ne peut accepter la libre circulation des travailleurs, alors on ne doit pas accepter la libre circulation du capital. Si la libre circulation des travailleurs doit être régulée dans le monde sans frontières qu'engendre la mondialisation, alors la circulation des capitaux doit être, elle aussi, soumise à des règles. La mondialisation doit être l'objet d'une planification rigoureuse à laquelle tous doivent participer. Elle doit servir le bien de tous et il faut qu'il soit prouvé que tel est bien le cas. Elle doit être mise en œuvre progressivement en accordant davantage d'attention aux régions les moins développées. La mondialisation ne doit pas bénéficier uniquement au monde des affaires, elle doit avoir pour objectif principal le bien-être social de tous les êtres humains du

monde entier. A ce moment-là, et à ce moment-là seulement, la mondialisation deviendra un concept riche de sens pour l'ensemble des habitants de la planète.

Le PRÉSIDENT – Monsieur le Premier ministre, je crois que cette assemblée vient de manifester à la réception de votre allocution toute l'admiration qu'elle vous porte et cette admiration, à mon avis, est véritablement méritée, car vous nous avez adressé ce matin non seulement un formidable message d'espoir, mais aussi un formidable message de courage. Vous avez démontré une force extraordinaire de persuasion, et je suis sûr que l'esprit de votre discours va transcender les activités futures de notre Organisation, puisque vous savez que nous avons institué une enceinte tripartite qui permet justement de discuter des enjeux et des impacts de la globalisation de l'économie. Je ne retiendrai peut-être qu'un seul trait de votre discours, Monsieur le Premier ministre, c'est que vous avez lancé un appel à plus de sagesse dans la globalisation; vous avez lancé un appel pour que l'indépendance et le respect de la personne humaine sur tous les plans, et notamment au plan social, soient respectés, et vous avez demandé que la justice sociale soit une véritable réalité pour toutes et tous dans le monde. Je vous remercie, Monsieur le Premier ministre.

Je me permettrai, si vous m'y autorisez, de vous adresser mes plus sincères remerciements en malais: «Terima kaseh» (merci).

*(La séance spéciale est levée à 10 h 45.)*

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Quatrième séance</i> (spéciale):	
Allocution de Son Excellence le Dr. Mahathir bin Mohamad, Premier ministre de la Malaisie .....	1
<i>Orateurs:</i> le Président, le Secrétaire général, Dr. Mahathir bin Mohamad	